

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

Colonisation, Chômage, Communisme

Le congrès provincial de la colonisation a adopté, à l'unanimité, le plan Vautrin qui comporte tout un système de relèvement des chômeurs, agriculteurs et colons et pour lequel la Législature sera priée d'autoriser un emprunt de dix millions de dollars; c'est, certes, un gros montant, pourvu qu'il soit dépensé à bon escient.

Il s'y est fait de beaux discours — c'est ce que nous faisons de mieux — l'honorable M. Vautrin a fait un exposé magistral de la situation et de ce qu'il se proposait de faire; le maire Camillien Houde n'y est pas allé par quatre chemins pour dire ce qu'il en pensait et pour pousser son projet de "retour à la terre" des 38,000 pères de famille qui sont sous le secours direct à Montréal; plusieurs membres du clergé ont fait des suggestions très sensées; une foule de députés et d'échevins ont parlé des conditions existantes actuellement et comment remédier à la crise. En fait de congrès et de discours, ce fut le succès qu'on attendait et tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Il s'y est dit des vérités qui n'ont pas dû plaire à tous, mais il est bon que ces vérités fussent dites, ainsi M. le curé Fortin, de Bellechasse aujourd'hui mais qui fut pendant plusieurs années l'aumônier général de la Confédération des Travailleurs catholiques et qui connaît le problème social tout aussi bien sinon mieux que tous ceux qui ont adressé la parole à ce congrès, aurait déclaré qu'il était bien difficile sinon impossible de faire des agriculteurs, des colons, avec des citadins ou des déracinés du sol; certes, d'autres ont immédiatement affirmé le contraire et ont cité des preuves à l'appui. On a également affirmé que les Canadiens-français étaient des paysans par nature et que pour sauver la race il est impératif qu'elle retourne à la terre. On a peut-être oublié que hier n'est pas aujourd'hui et que aujourd'hui n'est pas demain, que chaque époque a des problèmes particuliers qui demandent des solutions nouvelles, appropriées aux hommes et aux choses du temps.

Au point de vue colonisation, notre opinion n'a guère de valeur, ce n'est pas notre élément, aussi nous bornerons-nous à souhaiter pleine et entière réussite et succès au nouveau ministre de la colonisation qui entreprend une grande oeuvre nationale et à émettre l'espoir qu'il ne se fera pas poignarder dans le dos par ceux qu'il désire si ardemment aider.

Au point de vue des ouvriers des villes et de la question du chômage, nous sommes de l'opinion de M. le curé Fortin: c'est une utopie de vouloir faire des colons avec eux et quand même établirions-nous sur des terres nouvelles les milliers de chômeurs de Montréal que cela ne résoudrait pas le problème du chômage; quelle serait la situation de ces nouveaux colons en dehors du fait qu'ils trouveraient de quoi "manger" sur leur terre? Un bon nombre réussiraient, c'est entendu, mais les autres reviendraient fatalement à la ville — pour un chômeur qui quitterait la ville pour un centre de colonisation, un campagnard laisserait sa terre pour venir à la ville; personne ne peut empêcher cela. L'essentiel, à notre point de vue, serait de garder les paysans chez eux, d'aider leurs fils à s'établir sur de nouvelles terres au lieu d'en faire des ouvriers industriels comme on le fait depuis une dizaine d'années, sous le fallacieux prétexte de "décentraliser" l'industrie.

Si on veut aider les chômeurs des villes, qu'on leur procure du travail tout d'abord, qu'on leur facilite la construction d'habitations ouvrières avec un petit lopin de terre. Il y a des mille et des mille arpents de bonne terre maraîchère sur l'île de Montréal et aux alentours de l'île; c'est un spectacle désolant de voir toute cette bonne terre abandonnée et tant d'ouvriers seraient heureux de s'y établir: avec quelques mois d'ouvrage par année, ils pourraient suppléer l'un par l'autre. Vous voulez lutter contre le communisme, faites en sorte que l'ouvrier devienne propriétaire d'un petit coin de terre, qu'il ait un foyer à lui, rendez-lui la vie stable, éloignez de lui le spectre de la misère: vous tuez d'un seul coup la doctrine communiste et fasciste en même temps, car l'une ne vaut guère mieux que l'autre.

Trouver de l'ouvrage aux chômeurs, certes, c'est difficile, mais ce n'est pas impossible: il faut le vouloir et on ne le veut pas; trop de patrons — petits et grands — mais surtout les petits — ne comprennent pas qu'il faut réduire la journée de travail, ils luttent encore pour la semaine de 60 heures et n'en veulent pas démordre. Nous connaissons une firme industrielle qui en dépit qu'elle a des centaines de demandes d'emploi, exige de son personnel une semaine de 72 heures. Réduisons d'un seul coup la semaine de travail à 40 heures pour tout le monde indistinctement, en dépit du fait qu'on peut invoquer la concurrence des autres provinces — ce qui n'est après tout qu'un trompe-l'œil et un reste de barbarie. Combien de chômeurs retourneront-ils à l'ouvrage avec une semaine de 40 heures? Pas tous évidemment, mais suffisamment pour diminuer considérablement ce que coûte le secours direct.

Seulement on ne le fera pas; on se défend en disant que les autres provinces n'adopteront pas une mesure semblable et que ce serait la ruine de nos industries. Encore une fois, si les autres provinces préfèrent laisser mourir de faim leurs habitants, nous ne sommes pas obligés de les suivre sur le chemin du suicide en masse; notre exemple, comme dans d'autres domaines, serait peut-être assez puissant pour les entraîner à notre suite. La classe ouvrière — par sa faute — n'a pas la force économique voulue pour imposer cette mesure au patronat; le gouvernement recule devant l'opposition d'un patronat rétrograde et réactionnaire par atavisme. Alors, ça ne marche pas. On va donc continuer à faire de grands discours et à fulminer contre la doctrine communiste... Est-ce que cela marchera toujours comme cela?

Un jour viendra qui n'est pas venu,

Où je mordrai qui m'aura mordu.

Est-ce cela qu'on attend?

SOCIUS.

TRIBUNE LIBRE.

En marge de la crise

On peut admettre que les utilités publiques devraient être livrées à la consommation au prix coûtant, ce prix coûtant ne devant pas inclure de dividendes parasitaires, pas plus que des intérêts obligataires appliqués à des surcapitalisations. Car les compagnies peuvent être aussi bien surcapitalisées en obligations qu'en actions. Dans le premier cas, cela "paraît moins"; dans l'autre, il n'y a rien de caché, si ce n'est que le dividende est "apparemment" réduit, alors qu'il est en réalité augmenté puisqu'il s'applique à un nombre 2, 3, 4 et jusqu'à 10 fois plus grand d'actions qu'auparavant.

Tout le monde ayant besoin de gaz et d'électricité comme on a besoin de dirigeants pour nous gouverner, il n'y a pas de raison pour que le "Power", par exemple, ne soit pas forcé "d'équilibrer" son budget comme Concordia, Taschereau ou Bennett et de réduire ses taux de façon à satisfaire uniquement aux besoins dudit équilibre budgétaire, sans s'occuper d'intérêts superflus et, à plus forte raison, de dividendes sur les "stock mouillés", dividendes qui n'ont d'autre but que de battre monnaie sur le dos de la communauté des consommateurs et de maintenir des taux trop élevés.

L'exemple du "Power" est très instructif. En effet, depuis plusieurs années, cette puissante compagnie paie plus de 25 pour cent de ses recettes brutes en dividendes sur un stock ordinaire qui pourrait être divisé par 20 sans difficulté, étant données de multiples "multiplications" antérieures dudit stock. Malheureusement, les profiteurs de ces "multiplications" sont nombreux ou, s'ils ne sont pas en très grand nombre, toutes proportions gardées, il s'en trouve peut-être "jusque sous les marches du trône", pour nous servir d'un cliché non encore tombé en désuétude. En d'autres termes, il se trouve que ces profiteurs — grâce auxquels nous demeurons exploités quand nous payons notre gaz et notre électricité — se recrutent dans la magistrature, le corps médical, le barreau et les hautes sphères enseignantes. Toute l'élite de notre aimable société, quoi. D'où un cercle vicieux dont il semble qu'il nous soit impossible de sortir sans avoir recours à des mesures dites radicales.

Cette exploitation du public par les magnats de l'énergie hydraulique n'est pas une des moindres anomalies d'un système économique qui répond de moins en moins — il devrait être superflu de le répéter ici — aux besoins du moment, non plus qu'aux aspirations de ceux pour qui le Veau d'Or est devenu une divinité arbitraire, immorale et contre nature.

D'aucuns prétendent, très sérieusement, que cette "course aux profits" est un sentiment naturel, qu'il a toujours existé et qu'il existera toujours. C'est là une affirmation bien "naturelle" dans la bouche de la minorité de "satisfaits" qui profitent d'un tel état de choses, mais on peut lui opposer l'opinion — de plus en plus prévalente — qui se manifeste parmi la majorité des spoliés auxquels on refuse le nécessaire pour que les autres puissent persister à jouir du superflu. On peut même dire qu'aujourd'hui, après quatre années de crise, beaucoup de gens, même parmi les soi-disant "bien pensants", estiment que cette ruée vers l'or a assez duré et que les bénéfices d'exploitation doivent être momentanément abandonnés si l'on veut résoudre ce grand et impérieux problème de la renaissance économique, au Canada comme partout ailleurs.

Point n'est besoin, en effet, d'être un révolutionnaire hirsute pour convenir que notre société humaine a besoin d'une purge, que la tête en est décidément malade et qu'il lui faut se soigner pour éviter la "méningite sociale", c'est-à-dire une révolution en bonne et due forme. Nos gouvernants eux-mêmes s'en rendent compte et cherchent à remédier à nos maux. Mais ils sont surtout, par malheur, préoccupés de sauvegarder leurs intérêts personnels ou ceux du régime dont ils ont été les privilégiés. C'est pourquoi ils hésitent, tâtonnent et se sont bornés, jusqu'à présent, à d'insignifiants palliatifs. Tôt ou tard ils devront "s'objectiver" s'ils veulent sortir du trou et nous en sortir du même coup.

Qu'ils commencent à nous faire livrer les "utilités publiques" au prix coûtant. Ensuite, ils pourront réduire le chômage en adoptant la semaine de cinq jours et la journée de six heures, lester l'économie du pays des gros salaires, réduire le loyer de l'argent à un strict minimum, subordonner les bénéfices aux besoins de tous et, assainir notre enseignement en le dosant de morale et de civisme.

FLORIVAL.

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL

L'assemblée régulière du Conseil des Métiers et du Travail a eu lieu jeudi soir dernier sous la présidence de G. R. Brunet, président, et plusieurs questions importantes furent amenées pour discussion.

Le secrétaire financier donna un rapport des finances du Conseil et demanda aux différentes unions organisées affiliées de se maintenir en règle.

Le président de comité exécutif, le délégué Alphéus Mathieu, qui est aussi membre de la Commission municipale de chômage, expliqua aux délégués un document qui a été envoyé au Conseil par cette Commission. Il mentionna qu'actuellement 40,680 familles comportant un nombre de 162,000 personnes étaient en-

registrées sur les listes de secours et coûtant ainsi à la ville \$1,250,000 par mois en plus de l'allocation de chauffage qui est payée depuis le 1er octobre.

Ce plan de la Commission fournirait du travail à 2,000 personnes par jour en rotation. Le semaine de travail serait constituée de 5 jours de 8 heures par jour, et ceux qui travailleraient soit au nettoyage des parcs publics ou à l'enlèvement de la neige recevraient en plus de leur secours un bonus de \$1.00 par jour.

Après de longues explications ce document fut référé à l'Exécutif pour étude et rapport au Conseil.

Par suite de la Toussaint tombant un soir de réunion régulière, les délégués décidèrent de ne pas tenir de réunion ce soir là.

Après la transaction de questions de moindre importance, l'assemblée s'ajourna à jeudi, le 15 novembre.

Ce qui se passe dans nos unions

CHEZ LES CORDONNIERS

Le local 249 de l'Union Internationale des Travailleurs en chaussures (B. & S. W. U.) a tenu son assemblée régulière le 12 octobre dernier, sous la présidence du confrère O. Drolet, assisté des officiers du local. L'agent d'affaires, M. Chas McKercher, a fait rapport d'une entrevue qu'un comité du local a eue avec l'honorable M. Arcand, ministre du Travail, et M. Gérard Tremblay, sous-ministre du Travail, concernant l'opposition des Syndicats catholiques des Travailleurs en chaussures contre la représentation de notre organisation, par deux membres, sur le comité paritaire pour l'application de la loi de l'extension juridique des contrats de travail. Les membres des unions internationales déplorent vivement cette attitude de leurs confrères des Syndicats catholiques, qui ont jugé bon de se faire représenter sur le comité paritaire par six des leurs, tout en contestant aux internationaux le droit de se faire représenter par deux membres. Comme délégués de notre association, nous protestations contre ce déni de justice et nous nous croyons justifiables de réclamer la représentation minoritaire, tout au moins, parce que nous n'avons pas consenti à signer ce contrat, pour des raisons que nous avons déjà énumérées. Dans un avenir rapproché, les travailleurs en chaussures verront que nous avons été justifiables d'en agir ainsi; cependant, malgré que notre signature n'y apparaisse pas, nous avons été pour quelque chose dans la rédaction et la conclusion de cette entente. Les membres des Syndicats devraient au moins le reconnaître, car ils ne sont pas sans avoir un peu d'esprit de justice. Les membres des unions internationales croient qu'une certaine influence a été mise en jeu pour les empêcher d'obtenir une représentation dans ce comité paritaire. La question a été portée à la connaissance du procureur général de la province et les travailleurs en chaussures internationaux attendent la réponse du ministre du Travail de la province, confiants qu'ils sont que la justesse de leur réclamation sera reconnue.

Le local invite cordialement ses membres à ne pas manquer une assemblée s'ils veulent être bien renseignés et s'ils veulent que soit reconnu le bien-fondé de leur réclamation. A chaque assemblée, des déclarations importantes sont faites par les représentants de l'Union Internationale des Travailleurs en chaussures (B. & S. W. U.) Que tous soient présents.

LA CONVENTION

DES TYPOGRAPHES

La soixante-dix-neuvième convention annuelle de l'Union Typographique Internationale sera tenue à Montréal, en 1935. Comme Montréal n'a pas perdu de sa popularité chez nos voisins et chez nos compatriotes, un grand nombre de délégués et de visiteurs sont attendus à cette occasion. Les deux unions locales des typographes, l'Union Typographique No 176 et l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145, ont commencé les préparatifs pour la réception de centaines de délégués de toutes les parties des Etats-Unis et du Canada. Un comité conjoint des deux unions se réunira, samedi soir, à 8 heures, au No 408, rue Saint-Jacques Ouest, pour jeter les bases de l'organisation nécessaire par cette convention.

CHARPENTIERS-MENUISIERS

M. Pierre Lefèvre, secrétaire de la fraternité unie des charpentiers-menuisiers, nous adresse le communiqué suivant:

Une décision importante fut prise récemment par le comité paritaire des métiers de la construction de Montréal en accord avec la loi de l'extension collective des charpentiers qui travaillent à l'entretien des bâtiments publics des gouvernements provincial et municipal, corporations, magasins, hôtels, hôpitaux, institutions religieuses, etc., etc. s'étendant dans la juridiction territoriale entrée au contrat passé par les métiers de la construction de Montréal. Cette décision est celle-ci:

"Que les dispositions du contrat collectif de travail dans les différents métiers devront s'appliquer à tout ouvrier employé comme homme pour-

voyant à l'entretien des bâtiments dans les différents métiers énumérés dans le conseil".

(L'échelle de salaires et les heures de travail s'appliquent à tout homme de métier.)

Tous les charpentiers menuisiers spécialement travaillant dans cette branche des métiers de la construction qui sont intéressés devraient se mettre en communication avec le secrétaire des charpentiers-menuisiers, M. Pierre Lefèvre. Le bureau est ouvert à cet effet tous les mardis soirs au Monument National, chambre 10, (1182 Blvd. St-Laurent) LA. 5754. M. Lefèvre met en garde les ouvriers qui prennent des sous-contrats des particuliers. Ils courent le risque semblable au cas tout récemment arrivé à un contre-maître qui avait signé un contrat de complaisance avec son patron et qui fut ensuite poursuivi par les ouvriers qui travaillaient sous son contrat avec le résultat qu'actuellement, ce pauvre ouvrier, victime de son dévouement vis-à-vis de son patron, se débat devant les cours de justice.

Prochainement, on dévoilera les exploitations intenses de la part de certaines gens qui exploitent l'ignorance des lois et la bonne foi des charpentiers-menuisiers.

TRAVAIL DU AUX CHOMEURS

Un certain émoi a été causé à l'hôtel de ville, ce matin, lorsque plusieurs officiers municipaux ont appris que certains employés municipaux s'occupent actuellement de dresser la liste électorale fédérale.

"Certains échevins et d'autres officiers ont déclaré qu'il s'agissait là d'une injustice flagrante. "Pourquoi", nous disait l'un d'eux, "permettrait-on aux employés municipaux de travailler pour un salaire supplémentaire à la rédaction des listes électorales fédérales, alors qu'il y a tant de chômeurs à Montréal qui seraient heureux de faire ce travail. Il serait bon que l'administration s'occupe de la chose et voie à ce que les employés municipaux se contentent de faire leur travail à l'hôtel de ville et laissent les chômeurs faire un travail qui leur revient de droit."

NOUVEAUX OFFICIERS

Au cours d'une assemblée régulière du club social travailliste, les officiers suivants furent élus pour le prochain terme: Président, Oscar Latreille; vice-président, J.-C. Arcand; secrétaire-trésorier, P. Côté; vérificateurs, R. Guilbault et D. Pître; organisateurs, A. Cabana et H. Jasmin.

Une très importante assemblée sera tenue, ce soir, au no 6910, rue St-Hubert. Il y aura conférence par M. J. Péron.

CONGRES ANNUEL DANS MONTREAL

Il est officiellement annoncé que, pour la première fois, le Conseil exécutif général de l'union internationale des ouvriers et des ouvrières de l'industrie des chapeaux pour dames "Millinery Workers", viendra tenir son congrès annuel, à Montréal, au début de novembre.

Or, les membres et officiers du local 49, de cette union ont décidé de célébrer gaiement cet événement, par un banquet qui sera donné, le samedi, 3 novembre, à l'hôtel Queen's. Cette fête promet d'être des plus brillantes, et aura un retentissement considérable.

Les officiers en charge de cette union, à Montréal sont: MM. Louis Fine, gérant; M. Silcoff, assistant-gérant; I.-E. Josephs, secrétaire financier et Paul Fournier, organisateur.

EMPLOYES DE TRAMS EN GREVE

Melbourne, Australie, 17. Les employés de tramways de Melbourne ont décidé de faire la grève aussi longtemps que les autorités compétentes ne leur auront pas donné une augmentation de 50 cents par jour et de meilleures conditions de travail. Les autorités ont organisé un service de transport temporaire qui, dit-on, fonctionne à la satisfaction de tous.

UNION DES BARBIERS

L'union internationale des barbiers d'Amérique, local 455 tient ses assemblées le 3e mardi du mois, et non plus le 4e mardi, en ses bureaux, au No. 244 Sainte-Catherine Est.

Demandez l'étiquette de l'Union sur toutes vos marchandises

Always demand the Union Label -- It pays

Reproduction des marques syndicales, cartes d'ateliers, boutons Union Labels, Shop Cards, Working Buttons and Emblems used et insignes de travail qui désignent l'affiliation aux unions to designate membership in the affiliated National and International Unions with the American Federation of Labor.



Les petites industries

La presse de l'Ouest porte un vif intérêt aux petites industries en voie de renaissance dans la province de Québec et les cite en exemples comme mesures remédiatrices à la dépression. Le R. P. Joseph Valois, o. m. i., directeur du "Patriote" de Prince-Albert, Sask., rappelle à ce sujet que dernièrement un quotidien anglais des Prairies publiait un long article illustré, sous le titre "Quebec Made Fireside Factories", représentant sur de grands clichés des jeunes filles assises à des métiers et rouets, en train de confectionner des pièces d'étoffe, de jolis travaux d'aiguille ou de broderie sur toile. Entre autres faits pittoresques, ce journal mentionnait que 150,000 familles canadiennes-françaises du vieux Québec rural filent et tissent le linge nécessaire au vêtement qu'elles fabriquent avec goût, et que de ces petites industries sortent des ouvrages de grand prix. L'an dernier, ces fileuses ont ainsi converti en articles utiles 2,000,000 de livres de laine valant \$10,000,000. Dans les écoles des arts du terroir établies par le gouvernement provincial, 20,000 jeunes filles apprennent à faire revivre au foyer familial les anciennes pastorales qui apportaient naguère dans les familles rurales le confort domestique, l'aisance, le bonheur et l'indépendance.

"Dans ce temps-là", dit le Père Valois, "la ferme était une ruche ouvrière. Toute la maisonnée y mettait la main. C'était la maisonnée de beurre dans l'antique baratte, les jours de cuite, la laiterie bien garnie, le domaine privé de la mère d'où sortaient la crème, les oeufs, le fromage, les viandes fraîches de porc et de poulet pour le marché; c'étaient les corvées pour le broyage du lin, pour faire boucherie, pour monter le corps d'un bâtiment au son de gais propos, de chansons à répondre; c'était le plumage des volailles pour emplir les oreillers et les matelas, le tressage de la paille pour les chapeaux, le foulage des étoffes, le remplissage des trames pour les navettes du métier; c'étaient les clôtures de perches, les charrettes, les tombereaux, les trainaux fabriqués à la menuiserie de la maison. On achetait peu.

Pas n'en était besoin. Tout ce que l'on vendait était clair."

Cet heureux temps n'est plus; à peine en a-t-on conservé quelques vestiges. Le progrès moderne a substitué aux arts domestiques ceux de la grande industrie et en même temps dépouillé la vie rurale des attributs qui faisaient son charme. A la place des boeufs, des chevaux, c'est la machine à traction; l'automobile a remplacé le boghei, la berline ou le traîneau; on ne confectionne plus dans la plupart des familles le vêtement, les articles de ménage; les industries paysannes qui donnaient de l'emploi aux artisans de tous métiers ont disparu dans presque tous les villages, et les campagnes se vident.

A-t-on gagné au changement? Laissons répondre les faits. En attirant autour de ses usines les fils et les filles des cultivateurs, la grande industrie a rompu l'équilibre entre les populations rurales et les populations urbaines. En absorbant les arts domestiques et en les faisant disparaître, elle a amené le surpeuplement des villes et, comme conséquence, provoqué les crises du chômage. La terre manque de bras, par contre l'usine modernisée a rétréci les cadres du travail humain et les populations ouvrières, incapables de trouver de l'emploi, cherchant de tous côtés où trouver leur subsistance, sont réduites à vivre sous la dépendance de la charité étatisée.

Remédier à cet état de choses est un problème difficile. Ce qu'il faut d'abord est d'endiguer la désertion des campagnes en procurant à la jeunesse agricole les moyens de rester attachée au sol, de tirer de la ferme les ressources qui lui sont nécessaires et, pour cela, restaurer l'agriculture familiale, faire renaitre les arts et les industries domestiques, par quoi les populations rurales pourront mieux se suffire à elles-mêmes. Cette réhabilitation ne suffira vraisemblablement pas pour rétablir l'équilibre entre les villes et les campagnes, mais elle y contribuera dans une mesure appréciable, et c'est pour cette raison qu'elle s'impose aux suffrages des agriculteurs de toutes les provinces.

Le travail des femmes

Dans un discours prononcé récemment à une réunion de la Canadian Chamber of Commerce, à Winnipeg, M. F. A. Russell, président de la compagnie Massey-Harris, mentionnait comme l'une des causes de la dépression la participation féminine dans les affaires. Cette remarque n'est pas nouvelle, elle est tombée des lèvres de maints autres personnages, mais c'est une question largement ouverte à la controverse. La femme joue aujourd'hui un rôle trop important dans l'économie du travail pour songer sérieusement à l'en détourner tout à fait. Voudrait-on l'exclure des emplois rémunérés pour lesquels elle fait preuve d'aptitudes exceptionnelles, que ce serait paralyser la vie économique et provoquer une crise ayant plus d'un trait de ressemblance avec celle que nous avons subie depuis quelques années.

M. Russell disait, dans cette circonstance: "La troisième cause fondamentale à la dépression est, je crois, l'entrée des femmes dans presque toutes les sphères de l'activité humaine où les travailleurs étaient auparavant recrutés seulement parmi les hommes, avec le résultat que les conditions de l'emploi et de la vie ont changé. Je ne suis pas opposé à l'immixtion des femmes dans l'industrie, le commerce, la finance et l'éducation, mais l'on doit reconnaître que cette ingérence est un facteur majeur auquel la société n'a pas encore eu le temps de s'adapter entièrement. L'expansion de l'éducation et le désir de l'indépendance, d'un meilleur foyer, de plus de confort et de "raffineries" ont placé des centaines de milliers de femmes dans des occupations dont on n'avait pas l'idée il y a plus de cinquante ans."

Le "Financial Post" de Toronto observe à ce propos que si M. Russell avait été référé au recensement du Canada en 1931, il aurait constaté des faits intéressants à l'appui de sa thèse. On voit que le nombre des femmes employées dans des situations rémunérées s'élevait à cette date à 665,919, soit 17 pour cent de la population salariée, en comparaison de 238,000 ou 12 pour cent trente ans auparavant.

Cette augmentation s'est surtout accentuée par suite des conditions anormales qui ont sévi durant les trois dernières

années et ont forcé un grand nombre de femmes à chercher de l'emploi pour suppléer au manque de revenus des chefs de famille privés de travail ou ne travaillant qu'à temps réduit. Il en est parmi celles-ci qui abandonneront indubitablement leur emploi lorsque les conditions de la vie économique seront plus favorables, tandis que d'autres continueront à gagner des gages. Et il est à présumer que ce sera le plus grand nombre, car l'ordre actuel des choses ne peut désormais changer considérablement à cet égard. Ce qui importe, comme le souligne d'ailleurs M. Russell, c'est, pour la société, de s'adapter adéquatement de façon à ce que le travail des femmes ne soit pas une cause de désœuvrement pour les hommes.

Cette adaptation est au reste déjà accomplie dans multitude d'emplois où les femmes se sont acquies des droits que l'on ne saurait leur disputer. Nul ne peut contester en effet qu'elles ont contribué par leur travail à accroître et diversifier énormément la production en même temps qu'à augmenter leur pouvoir d'achat, notamment dans les industries du vêtement, de la chaussure, des cosmétiques et nombre d'autres dont les capitaux se chiffrent par des centaines de millions de dollars.

LE TRAVAIL A LA PIECE

Selon le ministre du Travail, l'honorable M. Arcand, le travail à la pièce ne devrait pas être reconnu par la loi de l'extension juridique du contrat collectif. Les membres du comité paritaire, chargé de faire respecter la loi, ont rencontré le ministre du Travail, cette semaine, à ce sujet, et le ministre du Travail s'est déclaré contre ce moyen de payer les ouvriers pour éviter de tomber sous le coup de la loi.

Un membre du comité paritaire nous déclarait que le comité décidera probablement d'exiger que les ouvriers qui travaillent à la pièce reçoivent le salaire reconnu par la loi juridique dans chaque métier. L'ouvrier qui travaillera à la pièce et ne recevra pas le salaire reconnu par la loi de l'extension juridique des contrats de travail aura le droit de réclamer la différence de salaire qu'il aurait dû recevoir, s'il avait travaillé à l'heure.

Cette décision, quand elle sera prise et si elle s'applique à tous les métiers, évitera un grand nombre d'abus qui compliqueraient grandement le respect de la loi.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.—Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Monument National, 1182 St. Lawrence Boulevard. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.—To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French and English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union, No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Jos. Pelletier; vice-president, Walter Forrest; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: Nap. Oulmet, J. A. Bollier, John Moore. Auditors: R. H. Malin, A. Query, J. Kelly. Telephone: Marquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No. 145.—Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, J. E. Garlép, 6628, Ave. Delorimier. Téléphone: Ciescent 7557; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3477, rue Cartier; Téléphone: AMherst 7034.

UNION DES RELIEURS, Local 91.—Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, No. 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président: J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LAncester 2726.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176.—Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skane, President, 5630 Waverly Street; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m. Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: Marquette 7489.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES-DECORATEURS, Local 349.—Assemblée tous les lundis, au No. 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, E. Valiquette, 1989 Kent; vice-président, J. Boulet, 1465 Champlain; secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 1139 William; secrétaire-financier, L. P. Boisselle, 4621 Delorimier; trésorier, R. Robillard, 2306 Des Erables; conducteur, Art. Renaud, 387 Congrégation; gardien, J. N. Desjardins, 1745 rue St-Denis; auditeurs: J. Chartrand, 4326 Delaroche; E. Desèves, 3825 Henri-Julien; A. Boismenu, 5124 De Gaspé.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERSMENUISIERS D'AMERIQUE, Local 134.—Président, F. Doucet, 1005, rue Cartier; vice-président, H. Trotter, 2214, rue Panet, tél. FRontena 1608; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5401, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beaubien tél. DOLLard 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS, Local 315 of Montreal.—Meetings every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15. Frank Horan, Financial-Secretary, 3698 Jeanne Mance Street, Telephone: HArbour 4407.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, LOGE SAINTE-MARIE No. 234.—Assemblée régulière les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue LaGauchetière Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Désery; vice-président, H. Massé,

3870, rue Mentana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R. B. Lamarche, 4505, Delorimier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2545, Avenue, guides: E. Beniger et A. Asselin; sentinelle, O. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: J.-A. Beaudry, président, tél. FRontena 5894; Geo. Gauthier, secrétaire, 5468 12e Avenue Rosemont, tél. CLairval 1314W; C. Miron, tél. AM 5223; H.-J. Limoges, 1464 Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vaillancourt, 2494 Rouen, tél. FRontena 5560; R. Provost, 2089 Préfontaine, tél. FRontena 1523.

CHARPENTIERSMENUISIERS, Union locale No. 1558, Maisonneuve.—Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir au No. 1651, rue eLtourneux (Temple des Buffalo). Président: J.-A. Chamberland, 1526, rue Saint-Germain; Vice-Président: Aram. Houle, 4500, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2134, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.-E. Delisle, 5233, rue Bordeaux; Secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbeil, 2350, rue Lacordaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chamblay; aGrdien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERSMENUISIERS D'AMERIQUE.—Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LAncester 5754.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION, No. 249.—S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No. 1331, rue Ste-Catherine Est. Président, O. Drolet; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: Président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1351, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455, de Montréal.—S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No. 1172, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No. 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L.-D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Millard, 254, rue Sainte-Catherine Est.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL.—Assemblée tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Coronniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINÉ, Surintendant Général

FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 h. a.m. à 5 h. p.m.

HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est

PLateau 6181 — Local 228

SECTION "COMMERCE ET BUREAU"

95, rue Notre-Dame Est

PLateau 6181 — Local 226

HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent

CRescent 4758

FEMMES: 1444, rue Mansfield

PLateau 8315 — 8317

FEMMES: 1560, rue Beaudry

CHerrier 3148 — 6645

FEMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent

DOLLard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

COMMENT OBTENIR UNE POSITION DU GOUVERNEMENT

Brochure gratuite.

The M. C. C. Ltd., Toronto (10)

DEMANDEZ
LA BIERE
POPULAIRE

ASK FOR
THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

148 ANS

Brewed in Montreal

since

148 YEARS

Le sens-pratique nous manque

Le "Que sert à l'homme de gagner l'univers s'il vient à perdre son âme" a été définitivement jeté au rancart, avec la grosse horloge de l'enfer dont le fatidique balancier scandait le rythme monotone de ces mots terribles: Toujours! Jamais! Toujours souffrir! Jamais finir! qui nous donnaient la chair de poule quand nous étions petits!... C'est l'abbé Lionel Groulx qui a bravement rompu avec la tradition, avec la vieille métaphysique, en faisant miroiter à nos yeux des réalités tangibles, un monde accessible, au lieu d'attirer nos regards vers d'éblouissants mirages et de diriger nos aspirations vers d'hypothétiques pays bleus:

"Je vous reproche, à vous et à vos parents, de ne trouver ni anormal ni douloureux de ne pas être les employeurs ou les enfants des employeurs, mais des employés et des enfants d'employés. Nous souffrons d'un manque d'ambition, d'un manque de souci de la qualité, du mépris de la ponctualité. Nous torchons notre travail, depuis l'écolier qui ne ponctue pas jusqu'au marchand qui ne livre jamais sa marchandise à l'heure fixée... Soyez de bons employés mais surtout de bons patrons."

Mais, à qui la faute si nous n'avons pas pris racine au sol, si nous avons laissé filer de nos doigts indifférents les belles terres que nous avaient léguées nos pères? A ceux qui nous ont répété sous toutes les formes qu'il fallait dire adieu au monde — avant de mourir, détacher nos regards de ses "vanités" pour les fixer sur d'immatériels trésors "que la rouille ni les vers ne peuvent altérer". "Pendant que les Américains construisaient des manufactures, dit Garneau, nous bâtissions des églises." Ces quelques mots synthétisent toute l'histoire de notre race. Nous avons lâché la proie pour l'ombre, quoi! Si les pasteurs d'autrefois avaient parlé comme l'abbé Lionel Groulx, pour nous tirer de nos jongleries! Si, au lieu de nous prêcher l'humilité, l'annihilation de notre personnalité, de nous répéter: "Tu n'es que cendre et poussière et tu retourneras en poussière", ils nous avaient dit: "Divinise ta matière, fais flamber ton néant, tire de ton argile l'étincelle qui la rend immortelle!... Redresse ton échine, perds cet air de vaincu qui te voue à l'impuissance. Rends-toi supérieur au vainqueur, substitue la valeur au nombre! Au lieu de langues mortes qui ne te servent qu'à dialoguer avec des ombres, apprends les dialectes vivants qui te mettront en communication avec toutes les nations de l'univers." Plutôt que de donner au Seigneur les plus beaux fruits de notre jardin national, de lui avoir réservé les mieux doués, les plus généreux de nos enfants, nous les avons gardé pour nous et le glorifier, lui, le Seigneur, par nos oeuvres plutôt que par la contemplation des beautés supérieures et la poursuite d'idéaux chimériques.

Nous avons anémié notre corps national par de périodiques saignées. Plutôt que de placer nos économies dans l'Union de prières, dans la confrérie de la bonne mort, dans les frais funéraires, on avait conseillé de placer nos sous dans les banques et les assurances et tirer parti de nos ressources, autrement qu'en achetant des petits Chinois pour les raver aux pourceaux qui n'ont jamais eu nulle part de ces velités de haute graisse humaine. Si, au lieu de faire brûler des cierges en même temps que la chandelle allumée aux deux bouts, on nous avait enseigné l'économie... C'est malheureux que l'auteur de "Rapallages" soit né un demi-siècle trop tard et qu'il arrive si jeune, dans un pays déjà vieux, parce que si peu avancé en âge qu'il soit, notre nouveau monde donne des signes terrifiants de sénilité. Il est temps tout de même qu'une voix autorisée lui crie: "Laisse tes béquilles, redresse-toi et marche!" Mais cet ordre impérieux de dépouiller le vieil homme ne peut s'exécuter sur l'heure. Les miracles sont devenus difficiles. La régénération d'une race ne peut s'opérer instantanément. L'abbé Groulx le sait. C'est dans le creuset de l'obligation scolaire que le précieux métal se libère de sa gangue. C'est à l'école que s'élabore l'âme du peuple. Nous n'avons pas dit le collège, ce meuble de professionnels d'où quatre générations sont sorties frottées de lettres, mais avec le mépris du travail manuel, l'horreur des mains noires, et le goût de griffonner d'inutiles pape-rasses. C'est très bien de faire des phrases à sept chats pour fouailler l'inertie d'une nation, parce qu'on l'a bourrée de stupéfiants, mais il faut prendre des moyens énergiques afin de pourvoir la jeunesse de maisons d'éducation qui l'aident à réaliser sa mission providentielle, si toutefois le destin a de grandes vues sur elle. Si elle a dévié de la route qui la conduisait à l'indépendance économique, il faut l'y rame-

ner. "En moins d'une génération des terriens et des fils de terriens en sont venus à croire qu'ils existent pour le prolétariat", dit l'abbé Groulx. Quelle est la vraie raison de cette mue des habitants en citadins? Il faut poursuivre son idée jusqu'au bout: rechercher les causes du mal et les moyens de le guérir et ne pas se borner à des constatations. Un médecin qui se contenterait de faire de la diagnostique, sans analyser le cas de son patient, sans remonter à ses ascendants, sans prescrire le spécifique qui le ramènera à la santé ou qui hésiterait au moment psychologique à donner le coup de bistouri ou de lancette dans l'abcès serait indigne de la confiance qu'on a mise en lui et ne passerait pas pour un praticien sérieux. La grande affaire, ici, c'est que personne ne veuille ou ne sache conclure...

JULIEN SAINT-MICHEL.

DROIT INVIOLENT

La conférence qu'a donnée hier (mardi) au Cercle d'Etudes le R. P. Ceslas Forest, président de la faculté de philosophie de l'Université de Montréal, apaisera l'inquiétude de femmes et de jeunes filles qui, dans notre société moderne, occupent des emplois rémunérés et que certains proposent de réintégrer au foyer en leur reprochant d'usurper la place des hommes soutiens de famille ou obligés de pourvoir à leur propre subsistance. La thèse exposée par le Père Forest, sans rejeter absolument le principe que le rôle naturel de la femme est d'être la gardienne du foyer, y incorpore résolument toutes les dérogations que l'évolution moderne a introduites dans la pratique. Il ne les justifie pas seulement parce qu'elles sont imposées par des nécessités matérielles; il estime que le travail a en quelque sorte relevé la femme en ajoutant à sa dignité en même temps qu'à sa sécurité. Elle ne dépend plus entièrement de l'homme; à l'occasion elle est capable de mener avec succès une vie indépendante.

Le travail féminin constitue un nouvel ordre social dans lequel le Père Forest, si nous interprétons bien sa pensée, voit moins un recul qu'un progrès. Le travail est, pour la femme tout autant que pour l'homme un droit inviolable. Le Souverain Pontife a déploré la nécessité qui oblige des femmes à sortir de leur foyer, mais il n'a pas commandé de les y réintégrer. Voilà quelques principes que le conférencier a posés et qui sont offerts aux réflexions de ceux qui, depuis que sévit la crise de chômage, ont prêché l'exclusion des travailleuses de tous les emplois rémunérés pour faire de la place aux hommes. Si le droit au travail était subordonné aux strictes exigences de la subsistance, on aurait lieu de le dénier aux hommes qui possèdent de la richesse acquise plutôt qu'aux femmes ou aux jeunes filles qui ont besoin d'un salaire pour vivre.

Le Père Forest mérite d'être remercié pour nous avoir donné, avec sa haute autorité, la juste interprétation de la vieille maxime que la place de la femme est au foyer. — *La Patrie*.

LA LOI DU DIMANCHE

Trois-Rivières, 13. — "Outre l'aspect juridique, la loi concernant le Jour du Seigneur a consacré l'obligation de l'observance du dimanche. Elle affirme le caractère chrétien de notre population. La société en général est intéressée à la bonne observation du dimanche. L'industrie, le commerce et les patrons devraient secondar le législateur en se pénétrant de l'idée qu'il faut respecter la conscience chrétienne et donner aux ouvriers le jour du dimanche comme jour de repos. Cette loi est sage, on ne saurait l'enfreindre au moyen de prétendus préjugés qui n'affectent pas l'ordre public et l'humanité, mais qui lésent plutôt des intérêts matériels."

C'est par ces paroles que le magistrat F. X. Lacoursière termina, hier, son jugement avant de condamner la Canadian International Paper, de notre ville, à une amende de \$100 et aux frais pour s'être rendue coupable d'infractions à la loi du dimanche.

La plainte portée contre la compagnie par M. Arthur Larue, disait que la Canadian International Paper s'était rendue coupable d'infraction à la loi du dimanche en faisant travailler un certain groupe de ses employés les dimanches 17 et 24 juin, ainsi que le 15 juillet dernier. Tous ont déclaré avoir exécuté, ces jours-là, la même besogne que durant la semaine. La compagnie a objecté qu'elle faisait travailler ses hommes le dimanche parce que c'était plus économique et aussi pour éviter un agrandissement que les conditions financières ne permettent pas.

La Commission du Salaire Minimum décidée à sévir

La Commission du salaire minimum attire l'attention des intéressés les prévenant qu'ils n'échapperaient pas à la loi, en forçant leurs employées d'expérience à passer d'un rayon où elles travaillaient auparavant, dans un autre rayon, où leurs patrons pourraient les considérer et les payer comme des ouvrières inexpérimentées. Cette manœuvre de quelques rares employeurs pour s'éviter de payer les salaires assurés par la loi aux employées d'expérience, est illégale, a déclaré un des fonctionnaires de l'organisme provincial, chargé de protéger le travail des femmes. Le patron doit considérer l'expérience que son employée a acquise comme vendeuse, et non pas le temps plus ou moins long qu'elle a passé dans tel ou tel département. Le barème des salaires minima est fondé sur la somme d'expérience de la vendeuse, non pas sur le nombre d'années ou de mois qu'elle a passés à vendre tel ou tel article en particulier.

Plusieurs cas ont été révélés où des patrons cherchant à échapper par n'importe quel moyen, aux obligations de la loi, renvoient leurs vieilles employées, pour

les remplacer par des jeunes filles sans pratique du métier de vendeuse, et à qui ils ne sont pas tenus de payer des salaires aussi élevés. C'est leur droit d'agir ainsi, mais est-ce bien dans leur intérêt? Quelques-uns renvoient pour la forme leur anciennes employées et les réemploient en leur faisant signer au préalable une déclaration dans laquelle elles déclarent qu'elles n'ont aucune expérience du commerce, ce qui permet aux patrons de tourner la loi sans se priver des services de la part la plus précieuse de leur personnel; ceci est une violation de la loi et le patron qui agit ainsi s'expose à des poursuites.

On sait qu'une employée sans expérience, à Montréal, doit recevoir au moins \$7.00 par semaine de salaire, pendant les six premiers mois qu'elle travaille. Pendant les autres six mois, le patron est tenu de lui payer \$8.00 par semaine. Après deux ans, l'employée doit toucher \$12.50 par semaine. La Commission est décidée à sévir avec une grande rigueur contre les employeurs qui n'observent pas, ou ce qui est pire, qui tournent la loi.

AVIS A CEUX QUI VEULENT VOTER

Les énumérateurs procèdent actuellement à la préparation des listes électorales. Aux prochaines élections, seules les personnes inscrites pourront exercer leur droit de suffrage. Il convient d'en prendre note et d'agir en conséquence. Le travail de la préparation exige, de la part des vérificateurs et des registraires, beaucoup d'efforts et il est nécessaire que chacun apporte sa coopération et s'intéresse, pour son propre compte et dans son propre intérêt, à ce problème, car il y va d'un droit sacré, de la responsabilité des citoyens d'un pays et d'un devoir incombant à chaque membre de la société.

C'est donc la première condition à remplir qui importe à l'heure présente, si l'on veut plus tard participer à la grande manifestation du scrutin national. On a dit et répété que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent. Ils ont en définitive les gouvernants qu'ils se choisissent librement. Aussi un peuple prévoyant ne perd aucune occasion en régime démocratique d'exprimer son opinion en se rendant aux urnes au jour et à la date fixés. Mais pour ce faire il faut aussi, au préalable, que tous se soient bien assurés qu'ils pourront, quand le temps sera arrivé, faire entendre leur voix, c'est-à-dire apposer leur croix sur le bulletin de vote et marquer de façon bien déterminée leurs préférences.

Les plus avisés s'informent et enquêtent, font en sorte que leurs noms soient inscrits sur les listes électorales. Ils consultent et ils questionnent à cet effet les énumérateurs ou vérificateurs officiels, préposés à ce travail, de par l'autorité du gouvernement. Après la confection et l'affichage des premières listes que l'on prépare maintenant, il sera toujours loisible aux retardataires ou aux personnes dont le nom aura été omis d'intervenir auprès des reviseurs, afin que cette erreur soit réparée et que cette omission soit corrigée. Mais il est bien entendu que ces négligents attendront l'année prochaine pour l'inscription.

Les électeurs anciens et nouveaux doivent assurément escompter l'aide et la révoque des chefs ou des différents clubs politiques de l'un ou l'autre parti. Individus ou organisations ont intérêt en effet que les droits de chacun soient protégés. Les travailleurs habituels feront en sorte de préparer d'avance le succès de la cause qui leur est chère. D'un premier effort dépend souvent l'heureux dénouement ou l'assurance d'une victoire. Mais il faut bien se convaincre, ne pas oublier que les listes actuellement en préparation serviront aux prochaines élections fédérales. Chaque électeur ou tel et tel partisan ne doit pas s'en remettre aux organisations politiques ou à autrui pour l'inscription de son nom. Tous accompliront leur devoir social, profiteront de l'avantage qui leur est offert de fournir leur collaboration, s'assureront leur droit de vote, pendant que se poursuit le travail de la préparation.

Les ouvriers ne doivent pas négliger de voir à ce que leurs noms soient sur la liste et ne pas attendre au jour du scrutin pour réclamer et dire qu'on leur a volé leur droit de vote. C'est tout de suite qu'il leur faut y voir.

LA LICENCE OBLIGATOIRE POUR LES HOMMES DE METIER

Le syndicat des pressiers de journaux adhère entièrement à la résolution adoptée par le dernier congrès des syndicats catholiques, réclamant la licence obligatoire pour tous les hommes de métier.

À la dernière assemblée, M. Léonce Girard, exposa ce sujet. La licence obligatoire, a-t-il dit, sera la question sur laquelle les syndicats catholiques appuieront davantage cette année lors de la délégation auprès des ministres provinciaux.

"L'an dernier nous avons mis en tête de nos demandes l'extension des conventions collectives du travail, cette année, selon toute probabilité, ce sera le permis obligatoire."

"La licence obligatoire, en effet, intéresse grandement tous les syndicats. Les professions libérales ont déjà la licence obligatoire. N'est pas avocat, médecin ou notaire qui veut, mais celui à qui le corps professionnel a donné un permis. Dans les métiers, des précédents sont déjà créés. La ville de Montréal exige la licence pour le plombier. Seuls les électriciens qui ont obtenu un permis du gouvernement provincial sont autorisés à pratiquer ce métier. Il en est de même pour les poseurs d'appareils de chauffage."

"A mo navis", a dit M. Girard, "la licence devrait être donnée à l'ouvrier par l'organisation ouvrière ou par le comité conjoint, afin de remettre dans les mains de l'organisation intermédiaire tout ce qui touche aux questions de travail, sans toutefois exclure la direction et la surveillance de l'Etat."

Le syndicat des pressiers de journaux a rapporté, depuis quelque temps, de véritables succès. La dernière assemblée était présidée par M. A. Charbonneau.

LES OFFICIERS DU LOCAL 116

Mercredi soir, le 16 octobre, avait lieu une assemblée spéciale du local 116 de l'Union Internationale des Travailleurs de métal en feuilles de Montréal, afin de procéder à l'élection des officiers pour une période de trois ans et le résultat fut le suivant:

Président, M. Paul Gagné; vice-président, M. Victor Blanchet; secrétaire-archiviste, Emile Mathieu; secrétaire-trésorier, M. S. Gauthier; gardien, M. A. Courval; conducteur, F.-X. Gariépy; agent d'affaires, Emile Mathieu, élu par acclamation; syndics: V. Blanchet, L. L'Heureux, C. Bertrand; délégué au Conseil de Construction, Emile Mathieu; délégué au Conseil des Métiers et du Travail, J.-A. Belland; délégués au Conseil de District: Emile Mathieu, Paul Gagné, Stanislas Gauthier, Alphonse Paquette, Victor Blanchet.

L'organisateur général, M. A.-J. Crawford, agissait comme président d'élection et installa les nouveaux officiers dans leur fonctions après une brève revue des activités de cette organisation tant aux États-Unis qu'au Canada, dont l'organisateur donna un compte rendu, arrivant des provinces de l'Ouest. Les officiers, tour à tour, remercièrent les membres de la haute estime et de la confiance qu'ils avaient mises en eux en les élevant par acclamation pour un nouveau terme de trois ans. À la prochaine assemblée, sera soumis un plan d'organisation par l'agent d'affaires Emile Mathieu.

The Majority Ruling

Through Elected Representatives is a Safer Method of Government Than That Prevailing in Fascist and Communist Lands.

By BERNARD ROSE.

The oftener conventions or conferences attended by representatives of the workers and members of democratic bodies criticize, denounce, and repudiate Fascism, the less likely is it that this movement will succeed in lands, the citizens of which believe in "Government of the people by the people."

Fascism is reaction in complete control of the agencies of Government. Its propagandists mouth platitudes, slogans, and phrases, that make an appeal to youth by promising a new world. It trades upon the fears of the middle and money classes by emphasizing the likely consequences that follow when revolution gets the upper hand.

I have on several occasions pointed out that there is little to choose in the matter of liberty between Fascism and Communism. One represents the extreme "right" and the other the extreme "left." Whether one is between the anvil and hammer of reaction — i. e., Fascism, or the devil and the deep sea of Communism, matters little. These movements are opposed to democracy. They are founded upon force. The dictatorship of a Mussolini, a lunatic Hitler, or a Stalin, is a dictatorship, regardless of whether it is to save the country, as Mussolini and his follower Hitler allege, or destroy capitalism by establishing the dictatorship of the Proletariat. In justice to Italian Fascism, it must be admitted that it does not discriminate against its supporters or opponents because of their religion; and the same can be said of Communism, although the latter carries on a campaign against it; but the purpose of both movements is the same — the regimenting and subordinating of the workers to the will of the dictator or the group.

In the case of Russia, the workers are told that the future is bright with promise, because of the carrying out of the five-year plan. The Fascist, no more than the Communist, dare express his frank disapproval of the acts or policies formulated by those in control. Fascism is a dangerous movement. What it has done to destroy trade unionism and the co-operative movement in Germany proves, beyond any doubt, that to allow a movement of this kind to get a hold in any country with parliamentary institutions, is the beginning of the end of liberty, as we who live in constitutionally governed countries understand and appreciate it.

Fascism is a reversion to the barbarism of not only the middle ages, but the Pagan times when men were enslaved. Fascism means the workers carrying out the wishes of the dictator, opposition to which, leads to torture, exile, and death. Fascism may be acceptable to a people accustomed to being treated like children. It will never appeal to, nor be acceptable to the free citizens in the United Kingdom, its Dominions, the United States, France, and the Scandinavian countries.

The heroism of the men and women who fought for liberty must not be sacrificed at the behest of eloquent fanatics, whether they are house-painters or aristocrats. A Mussolini, a Mosley, or a Hitler are all built on the same pattern. They may profess to have plans, which if carried out will bring about certain necessary changes, but if experience is to be our guide, we know that the lot of the worker in Italy, Germany, and even Russia, cannot for a moment be compared to that of the worker in the several countries with Parliamentary institutions.

I am prepared to admit that the depression has certainly caused millions of loyal workers to undergo unnecessary privation, but even with this admission, there are very few, in democratically governed countries, who would wish to exchange even the dole upon which they must perforce subsist, for the so-called better lot of the workers in Fascist or Communist countries. In democratic lands, the future even of the unemployed worker, is in his own hands. He can make and unmake Governments. He can command those who appeal to him for political support to introduce and carry out such policies and reforms, as are necessary to the welfare and security of the wage earner or person gainfully employed.

In Fascist and Communist countries, the dictators cannot be easily displaced or changed. In a recent issue I had occasion to comment upon the action of the Trade Union Congress, which took a decided stand in the matter of its attitude toward Fascism. The Labor Party, which met at Southport, declared that they would not permit themselves to become the victims of Fascism. They properly referred to it as a "black plague." Plagues, whether red or black, must be prevented by the prophylactic measures that can be properly and successfully undertaken in constitutionally governed lands. The Chairman, in his opening remarks, said that: "happenings in Germany and Austria" were "a terrible object lesson and a warning to workers of all lands" and that "Fascism is the trigger finger of political murder."

Fascists stop at nothing, in order to carry out their fell designs. Fascism is a species of insanity and those into whose veins its poison has been injected, particularly when they are in positions of authority, will stop at nothing — not even murder — to rid themselves of those whom they fear, because of their growing influence or refusing to bend the knee or bow the head.

Permitting individuals to form groups uniformed, and obeying orders of a supreme leader, must not be accorded or tolerated in any democratic country. The Fascists seek to secure the support of the youthful element in their respective countries, since they know with that cunning characteristic of them, what a great advantage for their movement capitalizing youthful enthusiasm is. They believe they can conscript the loyalty of youth in Anglo-Saxon countries, as well as France, Belgium, and the Scandinavian lands. In these lands youth has received a measure of education and has not been subjected to the same degree of regimentation and blind obedience to leaders as in Fascist and Communist lands. Their influence can be best exerted in bringing about changes in accordance with parliamentary canons that will accomplish as much for the youth as can be obtained, by a resort to the measures adopted in Fascist and Communist countries.

The responsibility of combating Fascism, as well as Communism, devolves first, upon the organized labor movement in the several countries in which the Fascists are trying to secure a hold. Sympathizers with either movement must not be allowed to secure that influence, which leads to eventual control, bringing with it the disruption of the movement, which means so much to the workers' immediate welfare and future.

The units of the trade union movement must not only pass resolutions preventing the admission of Fascists or Communists to their ranks, but on every occasion denounce, in language that cannot be misunderstood, their

abhorrence of Fascism, whether it is of the Italian, German, or Austrian variety.

Whatever success has been achieved in the past, in securing for the worker or the middle classes, political and social concessions, has been due to the common sense that has characterized the leaders of organized labor and reform movements. An uprising against leaders, in whom confidence is wanting, need not take the form of a violent insurrection, that brings with it bloodshed and death. In countries with written constitutions and democratic legislatures, the electors, the largest part of whom are made up of those who work, discontent can be manifested at the polls. Ballots have, throughout the history of the lands where liberty has been secured at all times, been superior to bullets.

In Fascist as in Communist countries, the sacrifices are made by the workers. The politically enfranchised wage earners, whether they be of the age of majority or older, can obtain reforms by the forming of clubs where freedom of expression is permitted, resolutions adopted, deputations organized, and representations made to the Governments of the Provinces and the Dominion. Evidence of the value of this form of proceeding to bring about necessary changes, has been demonstrated by the success attending the representations of the American Federation of Labor to the Congress of the United States and the Trades and Labor Congress of Canada, and other labor bodies in the Dominion that, annually or oftener, wait upon the Provincial or Federal Government.

The temper of the people, not in the sense of a resort to force, but indignation, must be aroused to that degree of intensity, that will make Fascists as well as Communists understand that the intelligent workers will under no circumstances permit themselves to become the dupes or victims of either the black or red movements.

The Chairman pointed out that, what impressed the workers most, was "what Mussolini and Hitler have done." It will take generations to undo the injury they have caused their countries and the serious prejudice that has been suffered by the workers, whose standard of living has become progressively lower, and who, instead of being proud of their citizenship, are mere hewers of wood and drawers of water.

The efforts now being made by President Roosevelt indicate the road that should be followed by statesmen as well as leaders of industry and labor, in bringing about a better understanding between those who create, and those who govern. The majority ruling, through its elected representatives, is a far surer and safer method of safeguarding the liberties and rights of the individual, than the forms of control and regulation that afflict and terrorize the people in countries where Fascism and Communism prevail.

AT THE TRADES AND LABOR COUNCIL

The regular meeting of the Montreal Trades and Labor Council was held last Thursday night under the chairmanship of G. R. Brunet and many important questions were brought up for discussion.

The financial secretary gave a report of the finances of the Council and appealed to the various affiliated organizations to keep themselves in good standing with this body.

The chairman of the Executive Committee, Alphéus Mathieu, who is also a member of the Unemployed Commission, explained the delegates a plan which had been sent the Council by the Unemployed Commission. He pointed out that there are actually 40,680 families forming a body of 162,000 persons on the relief rolls which cost the City the sum of \$1,250,000 monthly plus the amount allowed for fuel since the first of October.

This plan of the Commission would provide employment for 2,000 persons per day in rotation. The work week would be constituted of 5 days of 8 hours, and those working at either the cleaning of the parks or the snow removal would receive on top of their relief the sum of \$1.00 per day as bonus.

After long explanations this document was referred to the Executive Committee for study and report to the Council.

It has been decided that on account

of All Saints day, there will be no meeting on the first Thursday of November.

After the transaction of questions of minor importance, the meeting was adjourned to Thursday, November 15th.

UNE AUGMENTATION A CES OUVRIERS

La compagnie Anglo-Canadian Pulp and Paper à Québec, annonce une nouvelle augmentation de salaires de 5 pour cent à ses employés d'usine et de bureaux. Cette augmentation est en vigueur depuis le 30 septembre.

C'est la seconde augmentation de salaires établie par cette compagnie depuis le début de l'année.

Le 6 mai dernier, on avait augmenté de 6 pour cent les salaires des ouvriers d'usine en leur accordant en même temps des conditions plus avantageuses de travail; ce qui équivalait à une augmentation de salaires de 10 pour cent.

Tous les ouvriers d'usine ont un salaire minimum de \$3.00 par jour pour huit heures de travail; les employés de bureau ont une augmentation de 5 pour cent. Les hommes qui avaient 50 sous de l'heure ou moins ont une augmentation de 5%. Les hommes qui avaient 60 sous de l'heure, à l'exception de ceux qui travaillent aux machines, ont une augmentation de 6 pour cent.

Les préposés aux machines reçoivent actuellement le même salaire qu'en 1932.

Pour vos impressions ?

Lorsque vous avez besoin de travaux d'imprimerie, appelez

LAncaster 5361

Nous garantissons satisfaction sous tous rapports, main-d'oeuvre et promptitude. Notre atelier est de l'union et travaille 44 heures.

Mercantile Printing
11, rue Saint-Paul Ouest MONTREAL

Courageous and Able Leadership Essential to the Welfare and Future of the Labor Movement

Quite a Number of Professional Men in Medicine, Law, and Engineering, Now Realize That the Labor Movement is the Only Movement That Can Make a Positive Contribution to Human Welfare in the Way of Economic Betterment.

By BERNARD ROSE.

The trade union movement, which, in Great Britain, is accepted as a major institution, has been a school for leaders enabling them to qualify for the highest political positions in the gift of their fellow citizens. The movement in the Old Country has behind it a tradition of service and loyalty, which reflects credit upon not only the pioneers, but their successors. It bulks so largely in the thought of Government leaders, that legislation likely to in any way affect the relations of labor and capital, is very seriously discussed with the outstanding trade union leaders.

The unions, prior to the amendments to the Trade Union Act, following the general strike, enjoyed not only rights, but even privileges denied other organizations. The legislation, conferring powers and privileges on the trade union, was the result of the view held by English statesmen, that labor was entitled to a measure of preference. Those who belonged to the trade union movement were wage earners, and unable to utilize means that were available to the individual or organized employers.

On the North American Continent, the trade union movement has had a chequered history. Its growth was hindered because of the attitude of employers, who believed they were justified in buying labor as they would a commodity, and that any interference with this alleged right to buy labor as if it was a commodity, should not be tolerated, even though it called for the use of injunctions, denying the workers enjoined, from even the most elementary exercise of their right to picket and discuss the strike with those likely to become strike breakers. Furthermore, agencies were prepared to furnish strike breakers who did not hesitate to resort to extreme violence, in order to break the strike, thus winning the approval of the employer, as well as earning the compensation paid them for their services.

The labor leader in the United States thus had no easy task. He was aware that, when a strike was declared, everything possible would be done by legal and illegal means to demoralize the men on strike and destroy the organization. Notwithstanding the attitude of employers opposed to trade unions, organized labor stood its ground and even though suffering an occasional check, made good progress. The craft type of organization made for a rigid demarcation. There were those who thought that the craft type of union was one that gave the workers less strength than one which would embrace all the workers in a given industry. Nevertheless, the craft type of union kept craftsmen together, and resulted in the developing of not only an *esprit de corps*, but a solidarity because of similarity of occupation. It also permitted the able men in the craft unions to become officials, and graduate into the higher sphere of labor leadership which is represented in the American Federation of Labor.

Mass production, the result of mechanization, has led to a re-orientation of viewpoint. The impression prevails, that organized labor cannot expect to continue depending upon the efforts and abilities of the men at the head of the American Federation of Labor, and those who shape the destinies of the big international unions. These leaders have through the years gained an experience that is invaluable and their places will be difficult to fill. They may likewise have become somewhat cautious in recommending new policies because of changed conditions. They adhere to the policies which were formed years ago, and which they believe are responsible for whatever success the movement has achieved. As conditions change, even those occupying the most important posts, must be prepared for such changes. The older men who have served the cause well should train and make way for younger men who are imbued with enthusiasm, aggressive, yet possessing the tact so essential to successful labor leadership. The senior leaders of the movement can act at all times in an advisory capacity. They can become the Presidents or Vice-Presidents emeritus of their organizations, and paid a salary or pension that would still attach them to the movement and enable the younger men taking their places benefiting from their counsel.

I have long held the opinion that organized labor cannot expect to draw from its own ranks a sufficient number of able men possessed of the necessary qualifications to not only carry out the duties of organizers, but represent the different unions when discussing matters with employers or Governments. The movement has become too large to permit the rapid development of the necessary type of leadership. The trade union is a business organization. It negotiates agreements with employers. These agreements contain the terms upon which the workers are prepared to give their services and the employers to engage them. In addition to agreements setting out the terms of employment, organized labor must approach Governments to secure legislation that will give the workers such assistance or protection, which their employment or economic circumstances require.

The labor movement must do its utmost to encourage able men who have not been members of a union, but sympathetic with all that relates to labor's welfare, to join its ranks and regard employment or service with a labor organization as a career. In Great Britain, in order to develop the type of leadership required, several of the big unions appropriated funds to send likely men to Ruskin College. At this institution the worker with ability, acquired an education which fitted him to more successfully carry out the duties of any office to which he would be elected, and meet the employer or his representatives on more or less even terms. Because of the education he obtained at Ruskin College he could also discuss with confidence, the economic and social questions in which the workers are vitally interested. There is a sister institution in the United States, but the number of those attending it, is comparatively small.

There is also a difference in the system of education available to the children of workers in Great Britain, and those in the United States and Canada. In the two latter countries, quite a number of workers' children are graduates of high schools. The sons and daughters of men belonging to the middle class in a good many instances work their way through college. This applies particularly in the United States. There is thus available a body of trained young men and women anxious to obtain employment, that will enable them to render service advantageous to the organization with which they are associated. Quite a number of professional men in medicine, law, and engineering, now realize that the labor movement is the only movement that can make

a positive contribution to human welfare in the way of economic betterment. They would gladly give their services as organizers, counsellors, or leaders to the unions or movement, if they were assured of reasonable compensation. Employment of professional men of this type would give the movement an added prestige, and enable it to obtain, for its members and constituent unions, greater concessions and larger reforms.

Within recent years, organized labor in the United States and Canada has had to combat the aggressive communist element. Taken up as the leaders are with official duties, they cannot spend very much time to demonstrate the futility of communism as a means to bring about urgently required reforms. Not all leaders, even though experienced, are sufficiently versed in economics to be able to promptly reply to the arguments of the enthusiastic and aggressive communist agitator.

Attracting men and women from the groups and professions mentioned, would permit the creating of a corps of able men and women who would not only serve organized labor, but meet communist arguments in a manner that would progressively weaken, and eventually destroy their influence in weaning the workers from the trade union.

Professor Raymond Moley, Editor of "Today" in the September 29th issue, discussing "England and Recovery," stated: "For a generation, English labor has developed trained labor leaders, with character and a sense of responsibility. Our great increase in the ranks of organized labor has not been paralleled by the development of a sufficient number of leaders of ability and responsibility. Labor is an army, with only a handful of real officers and a great number of others of a most unsatisfactory character. Only time and self-discipline can make a labor leader."

Professor Moley enjoys the distinction of being one of America's foremost authorities on social and economic questions. He undoubtedly influenced the policies of President Roosevelt, even though he is not at the moment actively associated with the Administration.

The British labor leader has developed that sense of responsibility essential to the direction of a large organization. The powerful railroad brotherhoods have developed a leadership similar to that prevailing in the Old Country. It is because of this leadership, that they are held in such high regard by the executives of the railroads and the leaders of Government; but we cannot expect that unions, that have not behind them the tradition and experience of the railroad brotherhoods, will be able to count upon the same type of leadership. The majority of the men at the head of these brotherhoods are growing old, and their places must be filled. It is not every organization, whether international or local, that can rely upon the experience of a Frank McKenna or a Georges Brunet, hence the urgent need for seeking out men and women, either within or outside the movement, who are ready to give the whole of their thought and time, to help in the building up of the organization to which they may be attached, and the movement of which it forms part. There is no reason why the labor movement cannot create a body of men and women who will make labor's welfare in the service of the movement, their life's calling.

Les membres des unions ouvrières sont tous intéressés
à connaître la

Loi relative à l'extension des conventions collectives de Travail

Les unions ouvrières peuvent s'en procurer des copies
franaises et anglaises en livret à raison de

20 copies pour \$1.00, plus les frais postaux, ou 5 cents
la copie prise à nos bureaux

LE MONDE OUVRIER, 11 rue Saint-Paul Ouest
MONTREAL

Every Union Man Should Get Acquainted with this
New Legislation

An Act respecting the Extension of Collective Labor Agreements

Labor unions can secure copies of same, in English and
French, in booklet form, at the nominal price of

20 copies for \$1.00 plus postal cost, or 5 cents per copy
in calling at the office of

THE LABOR WORLD, 11 St. Paul Street West
MONTREAL

Capitalism

The How and Why of It.

The following has been copied from the official Labor publication of India, and suggests the line of thought which is becoming prevalent in that country.

Question: What is man's main purpose in life?

Answer: To live as well and as long as he possibly can.

Q: How does man maintain life?

A: By converting the free gifts of nature into consumable objects.

Q: What do you mean by free gifts of nature?

A: Soil, sunshine, rain, metals, minerals, plant, and animal life.

Q: How are soil, sunshine, and rain converted into objects of consumption?

A: By grinding wheat and other cereals into flour, baking bread therefrom, carding, spinning, weaving raw cotton and wool into cloth, and sewing the latter into clothing; felling trees, sawing them into boards and beams and turning them into shelter and furniture.

Q: How are metals and minerals converted into objects of consumption?

A: By digging them out of the earth and shaping them into useful objects such as tools and weapons, for instance.

Q: Are the gifts of nature inexhaustible?

A: Those that bear within themselves the power of reproduction as in plant and animal life are practically inexhaustible because they can be increased through seed selection, breeding, and cultivation. Minerals and metals, on the other hand, are exhaustible and irreplaceable.

Q: Why are the gifts of nature called free gifts?

A: Because Nature does not collect tribute for their use from man.

Q: What is the process called, by which men convert the free gifts of nature into objects of consumption, use and enjoyment?

A: The process is called work.

Q: Are there other ways besides work by which men can supply their wants?

A: There are.

Q: What are these ways?

A: Enslaving other men by force and violence, thereby depriving them of everything they produce above their keep.

Denying other men access to the soil through the exercise of force, law, fear and superstition.

Denying other men access to tools and implements without which they cannot make their living, thereby compelling them to content themselves with only enough of the product of their labour to remain in working condition and reproduce their kind.

Q: What are these methods of securing the wherewiths of life without work called?

A: They are called Chattel Slavery, Feudalism, and Capitalism.

Q: What is the difference between Chattel Slavery, Feudalism, and Capitalism?

A: Under Chattel Slavery the body of the worker belongs to his master. Under Feudalism, the soil on which the serf works belongs to his lord and the serfs belong to the soil. Under Capitalism, the worker is free to choose his master in good times, and beg for a master in hard times. Another difference between chattel slave and serf and the modern wage worker is that the former two, living in a simple tool age, enjoyed fewer objects of consumption and greater security, while the latter, living in the machine age, enjoys more objects of consumption and less security.

Q: Why is the modern wage worker called a free man?

A: Because he has the legal right to sell himself and minor children to any master at any time, and for any price agreeable to the buyer.

Q: What is an unemployed free worker?

A: One who cannot find a master willing to buy the energy and skill inseparable from his body.

Q: How is the product of the worker divided between himself and his master?

A: This depends largely on the supply of jobs and the demand for jobs. If jobs are plentiful and job seekers few, the share of the worker increases. When jobs are scarce while job seekers are plentiful, the share of the worker on the job decreases, while that of the workers out of jobs ceases. In the long run, it can be safely stated, however, that the worker on the job receives enough on pay day to carry him over to the next pay day.

Q: You mean, disregarding fluctuation, the share of the wage earner on the jobs is determined in the long run by what it

costs to keep him in working trim and raise his successors?

A: Precisely.

Q: And that the part between the keep of the worker and the selling price of his product is the share of the master?

A: Yes. Whatever the master receives over and above the keep of the worker, the cost of raw materials, the wear and tear of machinery, depreciation of buildings (all of which represents labour,) and the selling price of the commodity or service produced by the worker, is the share of the master.

Q: Does the capitalist master, or undertaker, retain all of his share?

A: If the capitalist operates on his own land and supplies his own finances, yes. If he operates on someone else's land, and with capital of others, he is compelled to divide up with landlord money lender.

Q: Then the net share of the master is the margin between selling price and total production cost, which includes all charges customarily levied against the products, such as wages, management, and material, depreciation, insurance, rent, and interest?

A: That's it.

Q: What becomes of the share of labour?

A: It is consumed in the process of earning it.

Q: What becomes of the net share of Capital?

A: Part of it is spent for consumer goods and part is re-invested in capital goods.

Q: What is the difference between consumer goods and capital goods?

A: Consumer goods are things we eat, wear out, and use up in the pursuit of life, liberty and happiness. Capital goods are things used in the pursuit of more capital goods.

Q: You mean to say that when labour eats its pie, that's the end of the pie, whereas after capital eats its pie, it still has its pie?

A: Exactly.

Q: How can we prove that the pie of labour is consumed?

A: By the indisputable fact that there is nothing to show for it.

Q: How can we prove that capital eats its pie and still has its pie?

A: By the indisputable fact that while capitalists consume more consumer goods per head than labourers, they still hold the title to virtually all capital goods.

Q: Is the share of labour in its output growing?

A: In proportion to output, the share of labour is diminishing.

Q: Is the share of capital growing?

A: It is.

Q: How can that be proven?

A: It can be seen in the steady accumulation of capitalist enterprises in which labour owns next to nothing, and also in the growing debt burden that by now has reached the staggering figure in Britain alone of £7,648 million pounds.

—The American Guardian.

MINIMUM WAGE STATUTES FOR WOMEN AND MINORS

San Francisco, Calif. — The work of the organized labor movement has been of material aid in securing the enactment of minimum wage legislation for women and minors, the Executive Council of the American Federation of Labor said in their report to the 1934 convention of the Federation in San Francisco.

"Very important action was taken," the Council said, "by seven states in a meeting at Concord, New Hampshire, on May 29. The states represented were: Maine, New Hampshire, Massachusetts, Rhode Island, Connecticut, New York and Pennsylvania. They declared that 'no employer shall pay a woman or a minor, under twenty-one years of age, an unfair or oppressive wage.'" The Council added:

"A bill was introduced in Congress to authorize the several states to negotiate contracts or agreements to promote greater uniformity in the laws of such states effecting labor and industries. The state which has enacted laws for the betterment of working conditions, eliminating sweatshops, setting maximum hours of labor, etc., finds itself handicapped in competition if its neighbor states have lower standards.

"During the depression the struggle for business has been keener and standards are consequently relaxed. Improvements which have taken many years to accomplish have been swept away. It is to remove these obstacles to fair competition that the compacts are being recommended."

The Dominion Council of Health

One of the least known departments of the Dominion Government and, yet, one that is exceedingly helpful to our people is the Dominion Council of Health. It consists of Federal and Provincial Ministers of Health and their deputies together with councillors or members who are in some way directly interested in the public health of Canada, and, then, there are in addition a small group consisting of such people as myself, who by their position, might be considered as representatives of some group in our body of citizenship.

The Council usually assemble twice a year for about three days on each occasion to consider certain subjects entered on an agenda by Dr. J. J. Heagerty, Chief Executive Assistant to the Health Department. These subjects deal with the more important aspects of public health as they have developed during intervening periods between Council meetings, together with the most recent discoveries in the care of people suffering from contagious and infectious diseases. Even the transportation of dead bodies is a live question with these councillors (sounds like an Irishism, does it not?)

The physical welfare of Indian tribes receives considerable attention. Doctors assigned to certain reservations report to the Council and receive the benefit of the council's consideration, together, of course, with desirable assistance from the Department of Public Health.

Not being a Medical Man, I have found it difficult to keep in step with my colleagues, yet, at all times every member has been more than anxious to advise and explain things difficult to understand in the limited time at their and my disposal.

Infantile diseases receive a great deal of attention, as does child birth and mortality among the mothers of our race. Tuberculosis and the proper care of those suffering from that and other communicable diseases is seriously considered and kept up-to-date so far as facilities will permit.

Recommendations are made, from time to time, for the purpose of amending statutes dealing with the sale of Foods and Drugs, and for the quarantine of people suffering from certain diseases, or who may be considered possible carriers of "catching" ailments. The importation of birds in the parrot family, strange to say and so-called "Love birds" have been known to make those who have loved them seriously ill, and so we might go on *ad infinitum* in dealing with suggested amendments to laws dealing with the health of "you and me."

Dr. E. Poitevin of the Department of Mines is keenly interested in mines diseases such as Silicosis, and assists very considerably in devising safer and healthier methods of mining, especially, in regard to ventilation.

The care of patients in mental institutions is also brought under review. Mental cases are becoming more numerous and public accommodation is utilized to the limit. In fact it appears there is need for considerable extension in housing and other facilities for this section of our population. The steady increase in the number of young people losing their mental balance is disturbing. The real cause of this development has not yet been properly determined. For the information of those who may think the "depression" is the cause it may be stated that the said increase was noted long before the years 1929 and 1930.

Sexual diseases are still with us. Here it is well to sound a note of warning, *i.e.* steady reduction in health budgets will be reflected in a lowering of public health standards, especially, is this true in connection with diseases of a sexual character. The, more or less, free public service offered to such sufferers, to within about two years, has been curtailed. The results can readily be understood without further reference to this subject.

There have been a number of cases of lead poisoning among children. This unhappy development has been traced to the paint on toys. The paint on bed cots has also been known to make children quite ill with this disease. It has been ascertained that the toys and bed rails has been sucked or chewed. White paint devoid of lead was found to be harmless. Yellow paint, composed of lead chromate used on imported toys was found to contain a deadly amount of lead. Legislation to prevent the use of paint containing lead on toys and beds is desirable.

Certain kinds of enamelware have been responsible to antimony poisoning. The Ministry of Health of Great Britain published an official memorandum warning storage of food or beverages on account of the absorption of antimony. In experimental tests made with enamel ware

in Canada antimony was dissolved from the enamel to such an extent as to give rise to serious contamination. It is the inferior or cheaper kind of enamelware that is more or less dangerous to use. Acid beverages, especially, such as lemonade should not be prepared or stored in enamel containers. The Health Council are corresponding with manufacturers with a view to devising a safe method of applying enamel to domestic utensils.

It has been demonstrated to the satisfaction of the Council that no contagion results from the circulation of books. Organisms transmitting diseases live but a few seconds on the printed pages or on book covers.

Dining car sanitation is of the utmost interest to the travelling public and receives considerable attention, at the hands of the Department of Health.

And so I might go on and on relating the activities of the Council and the Department of Health under the direction of Dr. McLaren. Cancer treatment is constantly under review, and warnings again issued against vendors of quack remedies. Recommendations are continually reiterated for early diagnosis. Food contamination is a big question, especially in connection with sea foods, particularly, oysters. It is gratifying to know that the Dominion Government, through this department, keeps an ever watchful eye on Canadian oyster beds and on oysters of the imported variety, so much so, that there are very few cases arising from oysters unfit for consumption.

Child labor receives attention, especially, Provincial and Municipal laws governing the employment of our young people. The same is true in connection with housing legislation.

The relationship of the Department of Health with the Public Health section of the League of Nations is decidedly interesting. Sometimes we feel disappointed in connection with the work of the League. That is because most of us have been unaware of the great work the League is doing to make this old world a better and fitter place in which to dwell.

Among the amazing number of the League's activities is that of studying and developing better ways of handling diseases which if unrestrained could blot out humanity, *i.e.* the Bubonic plague, yellow fever, smallpox, infantile paralysis and many diseases I know but little about but which if unrestrained could make short work of most of us if given a chance. The League gathers information from fifty-six or fifty-seven member countries, all of which is tabulated and co-related and handed over to the proper authorities for their examination and recommendations.

Dr. Helen MacMurchy, the lady in the Department of Health in charge of the Division of Child Welfare and whom I met on the Council was recently honoured by His Majesty the King at whose recommendation she was made Commander of the British Empire. Her work on behalf of women and children, especially, will long be remembered by an ever admiring and appreciative people. She carried with her their thanks and best wishes at the time of her retirement from Canada's Public Service.

FRANK McKENNA,
Labor Representative on National Health Council.

\$40,692,112 TRADE UNION BENEFITS PAID

San Francisco, Calif. — "The two outstanding changes in union benefits for 1933 over 1932 are the decline in the total amount paid — 11 millions decrease — and the 100 per cent increase in the number working the five-day week," the Executive Council of the American Federation of Labor reported to the 1934 convention. The report added:

"The decline in benefits from \$51,448,348.73 to \$40,692,112.72 represents a decline in every item except disability where there was an increase of over \$800,000. The decline in death benefits was approximately \$3,000,000; in unemployment benefits over \$6,000,000. These declines do not reflect a decline in needs of members but the effects of nearly four years of depression. Unions as well as the Government have had to face the problem of relief for the unemployed as a public responsibility. The shrinking incomes of the employed make their former generous fraternal contributions a most difficult problem. It is an extraordinary tribute to the stability and the fine feeling of obligation among union members that the total expenditure for this purpose during the year 1933 was more than \$13,500,000."

Provision, Fruit & Meat Employees Union Begin An Aggressive Campaign

Have Circularized Every Labor Union in Montreal Requesting Co-operation to Induce the Public to Give Preference When Making Purchases to Stores Exhibiting the Fair Employer's Certificate. Success of the Campaign Means Much for the Union and the Trade Union Movement. Employers Both Chain and Independent Exhibiting Certificate will Benefit by Organized Labor's Appreciation of their Readiness to Help in Improving Conditions.

To more effectively and successfully secure the co-operation of employers both chain and independent, the Provision, Fruit and Meat Employees' Union has begun a campaign to promote the purchasing of food commodities by consumers, and in particular the workers, from the different stores throughout the city and district of Montreal, that will exhibit the Fair Employer's Certificate issued by the Union to the stores belonging to the chains, and independent dealers who have expressed a willingness to help in the campaign to secure improved conditions in the matter of hours, wages, and the redress of grievances.

A letter setting out the purpose of the Union, and directing attention to the necessity for improving conditions, has been sent to one hundred and sixty-six unions, in the city of Montreal. The response to the request of the Provision, Fruit & Meat Employees Union from sister organizations, has met the fullest expectations of the organization.

The Union is confident, that as the organized workers and sympathetic citizens exert their influence in giving the preference to stores exhibiting the Fair Employer's Certificate, will the membership increase; the members pay their contributions with more regularity, and concessions obtained from both the employers and the Municipality, and any Government to which the Union may appeal, in seeking to more fully carry out its objects.

The officers of the Union have been carrying out their tasks under serious difficulties. Members who joined, believed that a great deal could be accomplished in a very short time. They overlook the important fact that funds were required to pay current expenses, as well as slightly compensate the President and those associated with him for the work they are doing, and for which to date they have received very little in the way of salary.

SERIEUSE MENACE

DU COMMUNISME

Le communisme ne rencontre pas que des succès dans sa pseudo-campagne d'éruption et de rénovation sociales dont le but principal est de renverser l'ordre établi et de servir la cupidité de quelques fortes têtes. Il n'a pas non plus que des amis dans l'un ou l'autre pays des cinq parties du monde. A preuve les accusations qui pèsent et s'amoncellent sur ces groupements hétéroclites qui par la menace, l'insinuation, la complicité, la terreur, veulent implanter de faux systèmes, des régimes stupides et inacceptables. Me J.-J. Penverne, au cours d'une conférence sur cette question, nous a appris qu'il y avait, au Canada un solide noyau communiste composé de 6,500 membres actifs capables d'organiser une armée de 63,000 hommes. Il a aussi prouvé que tous sont des espions. Il veut mettre en garde la population et il la conjure de ne pas avoir foi en ces doctrines subversives. Avertissement que chacun doit prendre en bonne part. — (Communiqué.)

LE ROLE DE LA MACHINE

Naples, Italie, 11. — Guglielmo Marconi, inventeur de la télégraphie sans fil, a dit

Notwithstanding these difficulties, President Biltis and those associated with him, continued their splendid work, the fruits of which will undoubtedly be very acceptable to the members of the organization who will be the first to profit because of their unselfish and generous labors. The intention is as soon as funds are secured, to begin an aggressive publicity campaign to thoroughly arouse the organized and unorganized workers in this city, who purchase from the chain and independent stores, of the benefits that will flow from the preference being given fair employers, when purchases are being made.

In addition to the letters that have been sent to the unions, an effort will be made to broadcast addresses over local stations, setting out the objects of the Union, and calling upon the Montreal public to patronize and give the preference to stores in possession of the Fair Employer's Certificate.

It is also intended as soon as funds permit, to supplement the radio addresses by leaflets and pamphlets, that will be distributed to every householder. An other form of publicity will be the sending of advertising trucks throughout the city. Every possible known advertising means will be availed of by the organization, in order that the citizens of Montreal become fair employer conscious, thus materially aiding not only the workers belonging to the provision Union, but all who are employed as wage earners or in receipt of a salary.

The President and executive of the Union are satisfied, that the means they have adopted to secure the co-operation of the fair employer, will lead to the elimination of the undesirable element in the industry. It will also permit the organizing of sections, the membership of which will be made up of employees in tobacco, retail, and all stores throughout the city, thus adding very considerably to the number and influence of organized labor in the city and district of Montreal.

The employers both chain and independent who exhibit the Fair Employer's Certificate, are deserving of congratulation, for the good sense they have shown, since the card will undoubtedly become a very valuable asset and business-getter, in view of the present and prospective activity of the Union to which their employees belong, and the co-operation they will receive from the workers and public of this city.

aujourd'hui dans le message qu'il a adressé au 23e congrès annuel de l'association italienne pour l'avancement des sciences, à titre de président, que l'humanité ne pouvait renoncer à la machine sans reculer dans sa marche vers la civilisation.

Une indisposition avait empêché Marconi de communiquer son message lui-même.

"Nous devons discipliner la machine pour qu'elle serve l'homme sans lui enlever la joie de travailler.

"Seules des recherches scientifiques organisées pourront produire cet admirable résultat. Ces recherches devront viser à développer l'agriculture pour créer de nouvelles industries et de nouveaux motifs de travail."

Le message de l'inventeur dit à plusieurs centaines de savants italiens des plus connus que "nous sommes à un tournant de l'histoire de l'humanité. Des milliers d'indices démontrent que les conditions économiques changent. Une époque est terminée et une nouvelle commence.

"Quel que soit le système économique vers lequel nous nous dirigeons, il est certain que ce système sera bien différent de celui qui a dirigé la vie des hommes au moment où nous sommes nés."

LE MONDE OUVRIER

The Labor World

Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the Int. Labor Press
Membre de la Presse internationale
Ouvrière d'Amérique

MARCEL FRANCO
Secrétaire de la Rédaction
Secretary, Editorial Department

A better Gas Range --at Lower Cost

Smoothtop

Beautiful in appearance and perfect in operation. Made in Canada by Canadian workmen — for Canadian customers. A model for every need, moderately priced with easy monthly terms.

Montreal Light Heat & Power
CONSOLIDATED

The Canadian Converters Company, Limited

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO.
LIMITED

Faites vos achats de
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée

974 ouest, rue Sainte-Catherine
281 est, rue Sainte-Catherine
375 ouest, rue Saint-Jacques

DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office and Works at
LACHINE, P. Q.

Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

CONTRATS D'OTTAWA

Ottawa, 11. — Le ministre des Travaux publics, l'honorable H.-A. Stewart, vient d'annoncer l'octroi de divers contrats pour des travaux publics. Ainsi à la Cummins Construction Co., de Montebello, Qué., revient un contrat de \$5,373 pour un dragage dans la rivière Nicolet. M. François E. Girard, de Lacolle, a obtenu un contrat de \$20,000 pour la construction d'immeubles au service de l'immigration et des douanes.

L'avilissement des salaires payés à l'élément féminin est cause que nombre de filles et de femmes se livrent à la prostitution pour parfaire le salaire injustement retenu par la voracité patronale.

D'autre part, et comme le faisait tout dernièrement observer l'hon. M. Arcand, ministre du Travail, les employeurs qui ne paient pas assez leur personnel masculin engendrent des mécontents et se font ainsi, sans s'en douter le moins du monde, les auxiliaires de ces théoriciens subversifs qui prêchent la justice sociale à tous les coins de rue.



Our Leading
Amusement
Places

Dans nos
Théâtres

PALACE

2ND AND FINAL WEEK

The Barrets of
Wimpole Street

Norma SHEARER, Fredric
MARCH, Charles LAUGHTON

CAPITOL

CONSTANCE BENNETT in
"OUTCAST LADY"

with HERBERT MARSHALL

Kansas City Princess

with Joan Blondell, Glenda
Farrell, Hugh Herbert

LOEW'S

OLSEN and JOHNSON
IN PERSON

in their Merry Musical Revue

CAVALCADE of FUN

Added Attraction

"The Lemon Drop Kid"

with Lee TRACY, Helen MACK

PRINCESS THEATRE

The Count of Monte Christo

with ROBERT DONAT
ELISSA LANDI

'Look for the Silver Lining'

with DOROTHY STONE, GUS SHY
10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 50c.

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nap-
peas, Napkins, Serviettes de bar-
bières etc., et tout autre article à
l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER
Tél.: AMherst 8566

Résidence: 3851, rue Dandurant
Tél.: CLairval 2230

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND
Vice-Président

Tél. MARquette 3761. MONTREAL
Wires and Cables—Telephone Appar-
atus—Fire Alarm and Police Signalling
Systems — Radio Transmitting and
Receiving Equipment.
Made in Canada by

Northern Electric
COMPANY LIMITED

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are
manufactured in Canada
by Canadian Workmen, at
our six modern Refineries
one of which is located at
Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED

TECHNICAL EDUCATION

TECHNICAL SCHOOLS

MONTREAL QUEBEC HULL

Technical course (four years) Apprenticeship courses
Trade course (two years) Special courses.

EVENING CLASSES: Montreal, Port-Arthur, Chicoutimi, La Tuque,
Beauceville, Lévis, Lauzon, Saint-Romuald, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe,
Valleyfield, Lachine, Shawinigan Falls.

1430, St. Denis Street, MONTREAL

Director General of Technical Education